

Un arrêté ministériel du 16 janvier 1995 approuve la décision du 27 octobre 1994 par laquelle le conseil d'administration de la société coopérative « Association intercommunale des eaux de la Molignée » adopte le principe de la révision générale des barèmes.

PROVINCE DE HAINAUT. — Un arrêté ministériel du 16 janvier 1995 approuve les modifications budgétaires n° 2 (service ordinaire) apportées au budget pour l'exercice 1994 de la province de Hainaut, votées par le conseil provincial en sa séance du 17 novembre 1994.

PROVINCE DE LIEGE. — Un arrêté ministériel du 6 janvier 1995 approuve les modifications budgétaires n° 4 (services ordinaire et extraordinaire) apportées au budget pour l'exercice 1994 de la province de Liège, votées par le conseil provincial en sa séance du 14 novembre 1994.

PROVINCE DE LIEGE. — Un arrêté ministériel du 11 janvier 1995 approuve la résolution du 18 novembre 1994 par laquelle le conseil provincial de Liège arrête le budget provincial pour l'exercice 1995.

PROVINCE DE NAMUR. — Un arrêté ministériel du 10 janvier 1995 approuve la résolution du 23 novembre 1994 par laquelle le conseil provincial de Namur décide d'octroyer aux membres du personnel provincial non subventionné définitifs, stagiaires ou autres une allocation de programmation sociale pour l'année 1994.

PROVINCE DE NAMUR. — Un arrêté ministériel du 16 janvier 1995 approuve la résolution du 16 novembre 1994 par laquelle le conseil provincial de Namur modifie la réglementation relative à l'octroi de fonctions supérieures au personnel provincial non enseignant.

PROVINCE DE NAMUR. — Un arrêté ministériel du 16 janvier 1995 approuve la résolution du 23 novembre 1994 par laquelle le conseil provincial de Namur décide d'organiser un cours de cuisine sous vide à l'Ecole provinciale hôtelière et détermine la rétribution horaire des professeurs chargés de dispenser lesdits cours.

PROVINCE DE NAMUR. — Un arrêté ministériel du 16 janvier 1995 approuve la modification budgétaire n° 6 apportée au budget pour l'exercice 1994 de la province de Namur, votée par le conseil provincial en sa séance du 16 novembre 1994.

PROVINCE DE NAMUR. — Un arrêté ministériel du 17 janvier 1995 n'approuve pas la résolution du 23 novembre 1994 par laquelle le conseil provincial de Namur décide de modifier le règlement relatif aux modalités d'organisation des examens provinciaux, aux dispenses et à la durée de validité des réserves de recrutement par l'insertion d'un article 9bis libellé comme suit : « Les agents temporaires ou contractuels du niveau 4 sont considérés d'office comme étant candidats en cas de constitution d'une réserve de recrutement de leur grade ».

CHARLEROI. — Un arrêté ministériel du 5 janvier 1995 déclare recevable mais non fondé le recours formé le 28 novembre 1994 par M. Jean-Luc Princivalli à l'encontre de la délibération du conseil communal de Charleroi du 12 septembre 1994 lui infligeant la sanction disciplinaire maximale de la révocation à dater du jour même.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

22 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant création de la Commission régionale de nouvelle comptabilité communale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 7, modifié par les lois des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 4, modifié par la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, notamment l'article 56, modifié par la loi du 14 juillet 1976;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, modifié par l'arrêté royal du 24 mai 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

22 DECEMBER 1994. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot oprichting van de Gewestelijke Commissie van de nieuwe gemeentelijke comptabiliteit

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, inzonderheid op artikel 56, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Considérant que l'arrêté susvisé du 2 août 1990 entre en vigueur le 1er janvier 1995;

Considérant qu'à la demande des bourgmestres des communes qui composent la Région de Bruxelles-Capitale, un groupe de travail a été réuni à l'initiative du Ministre chargé des Pouvoirs locaux pour accompagner les administrations communales dans les opérations préliminaires à la mise en vigueur du règlement général de la comptabilité communale;

Considérant que des travaux réalisés par le groupe de travail, il apparaît indispensable de poursuivre l'accompagnement pendant les premières années d'application dudit Règlement et d'élaborer des normes subsidiaires en la matière;

Considérant dès lors qu'il s'impose qu'une Commission régionale de nouvelle comptabilité communale soit installée sans délai;

Vu l'accord du Ministre ayant les finances et le budget dans ses attributions, donné le

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Il est créé une Commission régionale de nouvelle comptabilité communale, ci-après dénommée « Commission ».

Art. 3. La Commission est chargée d'accompagner les administrations communales durant les phases d'installation de la nouvelle comptabilité. Elle est également chargée d'élaborer les normes subsidiaires en matière de comptabilité dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les communes.

La Commission se réunit au moins une fois tous les deux mois.

Art. 4. La Commission est composée de onze membres, à savoir :

Président :

M. Khrouz, F., professeur ordinaire à l'Université libre de Bruxelles, titulaire de chaires de comptabilité générale, planning et contrôle de gestion, expert comptable I.E.C.

Vice-président :

M. Potvin, G., receveur régional, expert comptable I.E.C.

Secrétaire :

M. Robson, P., fonctionnaire, formateur en nouvelle comptabilité communale, coordinateur informatique.

Membres :

M. Adams, F., receveur communal d'Ixelles;

Mme Bocquet, M., inspecteur régional, formateur en nouvelle comptabilité communale;

M. Empain, M., secrétaire communal de Jette;

M. Frère, M., receveur de la ville de Bruxelles;

M. Romanus, receveur communal d'Auderghem;

M. Vandeplass, L., conseiller au Service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

M. Van Hemele, J., Receveur communal de Rixensart, géomètre expert immobilier;

M. Van Hoey, J.-Cl., chef de Division à Saint-Josse-ten-Noode.

La Commission peut s'organiser en groupes de travail.

Art. 5. Les membres de la Commission perçoivent des jetons de présence chaque fois qu'ils participent à une réunion d'une durée d'au moins deux heures, soit de la Commission, soit d'un de ses groupes de travail.

Le montant est fixé à trois mille francs pour le président et le vice-président et à deux mille francs pour les autres membres.

Les membres qui ne résident pas dans la Région de Bruxelles-Capitale peuvent bénéficier du remboursement de leurs frais de parcours entre leur domicile et le lieu des réunions.

Art. 6. Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Overwegende dat het bovenvermelde besluit van 2 augustus 1990 op 1 januari 1995 in werking treedt;

Overwegende dat, op aanvraag van de burgemeesters van de gemeenten die deel uitmaken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op initiatief van de Minister belast met de Ondergeschikte Besturen een werkgroep samengesteld werd om de gemeentelijke besturen bij te staan in de verrichtingen ter voorbereiding van de inwerkingtreding van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat uit de door de werkgroep verrichte werkzaamheden blijkt dat het noodzakelijk is de begeleiding tijdens de eerste jaren van de toepassing van het Reglement verder te zetten en ter zake bijkomende normen uit te werken;

Overwegende derhalve, dat onverwijld een Gewestelijke Commissie van de nieuwe gemeentelijke comptabiliteit dient opgericht te worden;

Gelet op het akkoord van de Minister bevoegd voor financiën en begroting, gegeven op

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met de Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Er wordt een Gewestelijke Commissie van de nieuwe gemeentelijke comptabiliteit opgericht, hierna « Commissie » genoemd.

Art. 3. De Commissie wordt belast met de begeleiding van de gemeentelijke besturen gedurende de installatiefasen van de nieuwe comptabiliteit. Zij wordt eveneens belast met het uitwerken van bijkomende normen inzake comptabiliteit in het kader van de uitoefening van het administratief toezicht op de gemeenten.

De Commissie vergadert ten minste één maal om de twee maanden.

Art. 4. De Commissie bestaat uit elf leden, namelijk :

Voorzitter :

de heer Krouz, F., gewoon hoogleraar aan de « Université libre de Bruxelles », houder van de leerstoel « comptabilité générale, planning et contrôle de gestion », accountant I.D.A.C.

Ondervoorzitter :

de heer Potvin, G., gewestelijk ontvanger, accountant I.D.A.C.

Secretaris :

de heer Robson, P., ambtenaar, lesgever in de nieuwe gemeentelijke comptabiliteit, coördinator informatica.

Leden :

de heer Adams, F., gemeenteontvanger van Elsene;

Mevr. Bocquet, M., gewestelijk inspecteur, lesgever in de nieuwe gemeentelijke comptabiliteit;

de heer Empain, M., gemeentesecretaris van Jette;

de heer Frère, M., ontvanger van de stad Brussel;

de heer Romanus, M., gemeenteontvanger van Oudergem;

de heer Vandeplass, L., adviseur bij de Dienst Administratief Toezicht van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

de heer Van Hemele, J., gemeenteontvanger van Rixensart, landmeter-expert in onroerende goederen;

de heer Van Hoey, J.-Cl., afdelingschef te Sint-Joost-ten-Node.

De Commissie kan zich organiseren in werkgroepen.

Art. 5. De leden van de Commissie ontvangen presentiegeld telkens ze een vergadering van ten minste twee uur bijwonen, hetzij van de Commissie, hetzij van een werkgroep ervan.

Het bedrag wordt voor de voorzitter en voor de ondervoorzitter op drieduizend frank vastgesteld en op tweeduizend frank voor de andere leden.

De leden die niet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonen, kunnen de terugbetaling bekomen van de verplaatsingskosten tussen hun woonplaats en de plaats van de vergaderingen.

Art. 6. De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met de Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1994.
Bruxelles, le 22 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994.
Brussel, 22 december 1994.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met de Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

[C — 31044]

Personnel. — Nominations

Par arrêté du 22 décembre 1994 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, M. Roland De Linge est nommé au grade d'inspecteur général auprès de l'Administration des Finances et du Personnel, à la date du 1er janvier 1995.

Par arrêté du 22 décembre 1994 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, M. Jean-Pierre Hagon est nommé au grade d'inspecteur général auprès de l'Administration des Finances et du Budget, Inspection générale des Recettes et Taxes, à la date du 1er janvier 1995.

Par arrêté du 22 décembre 1994 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, M. Jacques Van Grimbergen est nommé au grade de directeur général auprès de l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement, à la date du 1er janvier 1995.

Par arrêté du 22 décembre 1994 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, M. Jean De Hertog est nommé au grade de conseiller auprès du Service du Commerce extérieur, à la date du 1er janvier 1995.

Par arrêté du 22 décembre 1994 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, M. Guido Cauwenbergh est nommé au grade d'inspecteur général auprès de l'Administration de l'Équipement et des Déplacements, Services du Directeur général, à la date du 1er janvier 1995.

Par arrêté du 22 décembre 1994 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, M. Léon Van Den Bossche est nommé au grade d'inspecteur général auprès de l'Administration de l'Équipement et des Déplacements, Inspection générale de la Logistique, à la date du 1er janvier 1995.

Par arrêté du 22 décembre 1994 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, M. Johan De Ketelaere est nommé au grade d'inspecteur général auprès de l'Administration des Finances et du Budget, Service Budget-Comptabilité et Trésorerie, à la date du 1er janvier 1995.

Par arrêté du 22 décembre 1994 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, M. André Everaert est nommé au grade d'inspecteur général auprès de l'Administration de l'Économie et de l'Emploi, Service de l'Expansion économique et de l'Emploi, à la date du 1er janvier 1995.

Par arrêté du 22 décembre 1994 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, M. Jan De Craen est nommé au grade de directeur général auprès de l'Administration de l'Économie et de l'Emploi, à la date du 1er janvier 1995.

Par arrêté du 22 décembre 1994 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, M. Jean-Claude Moureau est nommé au grade d'inspecteur général auprès de l'Administration de l'Économie et de l'Emploi, Service des Relations économiques extérieures et de la Recherche, à la date du 1er janvier 1995.

[C — 31044]

Personeel. — Benoemingen

Bij besluit van 22 december 1994 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt de heer Roland De Linge met ingang van 1 januari 1995 benoemd tot inspecteur-generaal bij de dienst Personeelsaangelegenheden van het Secretariaat-Generaal.

Bij besluit van 22 december 1994 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt de heer Jean-Pierre Hagon met ingang van 1 januari 1995 benoemd tot inspecteur-generaal bij het Bestuur voor Financiën en Begroting, Generale Inspectie van Ontvangsten en Belastingen.

Bij besluit van 22 december 1994 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt de heer Jacques Van Grimbergen met ingang van 1 januari 1995 benoemd tot directeur-generaal bij het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting.

Bij besluit van 22 december 1994 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt de heer Jean De Hertog met ingang van 1 januari 1995 benoemd tot adviseur bij de dienst Buitenlandse Handel.

Bij besluit van 22 december 1994 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt de heer Guido Cauwenbergh met ingang van 1 januari 1995 benoemd tot inspecteur-generaal bij het Bestuur voor Uitrusting en Vervoer, Diensten van de directeur-generaal.

Bij besluit van 22 december 1994 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt de heer Léon Van Den Bossche met ingang van 1 januari 1995 benoemd tot inspecteur-generaal bij het Bestuur voor Uitrusting en Vervoer, generale inspectie van de Logistiek.

Bij besluit van 22 december 1994 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt de heer Johan De Ketelaere met ingang van 1 januari 1995 benoemd tot inspecteur-generaal bij het Bestuur voor Financiën en Begroting, Dienst Begroting-Comptabiliteit en Thesaurie.

Bij besluit van 22 december 1994 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt de heer André Everaert met ingang van 1 januari 1995 benoemd tot inspecteur-generaal bij het Bestuur voor Economie en Werkgelegenheid, Dienst Economische Expansie en Werkgelegenheid.

Bij besluit van 22 december 1994 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt de heer Jan De Craen met ingang van 1 januari 1995 benoemd tot directeur-generaal bij het Bestuur voor Economie en Werkgelegenheid.

Bij besluit van 22 december 1994 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt de heer Jean-Claude Moureau met ingang van 1 januari 1995 benoemd tot inspecteur-generaal bij het Bestuur voor Economie en Werkgelegenheid, Dienst Externe Economische Betrekkingen en Onderzoek.